

Pourquoi Israël s'est résolu au cessez-le-feu avec le Hamas

Après quinze mois de destructions extrêmes, il aura fallu une élection aux États-Unis pour tout changer. Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, après maints retournements, a finalement accepté un accord temporaire. Mais à quel prix ?

[Amélie Ferey](#)

17 janvier 2025 à 17h36

L'atmosphère en Israël, depuis jeudi 16 janvier, oscille entre l'espoir du retour des otages et d'une forme de normalité, avec une pause dans la guerre, et l'amertume.

Beaucoup d'Israélien·nes rejettent cet accord, considéré comme une reddition.

« *L'éradication* » du Hamas promise par Benyamin Nétanyahou n'a pas eu lieu. Pire, pour les tenants du « Grand Israël », cet accord compromet la possibilité d'une annexion pure et simple de Gaza, ou au moins de sa partie nord.

Les familles des soldat·es tombé·es à Gaza (407 depuis le début de l'offensive terrestre, dont 50 au cours des trois derniers mois) se sont réunies dès mercredi soir devant la résidence de Nétanyahou, rue Balfour, à Jérusalem, pour protester contre ce qu'elles perçoivent comme un gâchis.

Vendredi 17, à la mi-journée, le cabinet de sécurité israélien a approuvé l'accord pour un cessez-le-feu et un échange d'otages contre des prisonniers et prisonnières. Le gouvernement doit désormais l'approuver à son tour. Une réunion était prévue plus tard dans la journée.

Mais jeudi soir, Itamar Ben Gvir, le ministre à la tête de la formation suprémaciste Otzma Yehudit (« Puissance juive »), a annoncé que son parti quitterait la coalition si l'accord de cessez-le-feu était approuvé. Ben Gvir s'est également vanté d'avoir à deux reprises empêché un accord avec le Hamas pour la libération des otages, embarrassant ainsi Nétanyahou, qui avait toujours attribué l'échec des négociations au mouvement palestinien.

© Illustration Simon Toupet / Mediapart avec AFP



Cependant, depuis le ralliement du parti de Gideon Saar à son ancien rival Nétanyahou, en septembre, Ben Gvir n'est plus dans une position de faiseur de rois. Même s'il quittait le gouvernement, le premier ministre israélien disposerait toujours d'une majorité à la Knesset (le Parlement) et ne serait donc pas contraint de jouer son avenir politique dans de nouvelles élections.

Amertume et soulagement

En revanche, la survie politique de Ben Gvir n'est pas du tout assurée : en claquant la porte, il prend le risque de se marginaliser pour longtemps, à moins de recourir à des actions violentes contre les institutions israéliennes. Dans une déclaration jeudi, il a précisé que son parti serait prêt à rejoindre le gouvernement si les combats contre le Hamas reprenaient après la trêve.

Le parti du ministre des finances, Bezalel Smotrich, représentant du sionisme religieux et fervent défenseur des colons, a annoncé jeudi qu'il resterait au gouvernement pendant la première phase de l'accord mais en sortirait si la guerre ne reprenait pas à l'issue des quarante-deux jours.

À lire aussi

[En Israël, l'attente prudente des familles d'otages](#)

16 janvier 2025

En dépit de ces rodomontades politiques, l'atmosphère en Israël est empreinte d'émotion : le possible retour d'une partie des otages suscite autant d'espoir que d'angoisse à l'idée qu'un scénario tant espéré puisse s'effondrer à la dernière minute. Ce cessez-le-feu, même temporaire, répond à un sentiment de lassitude après quinze mois de guerre, le conflit le plus long pour Israël depuis sa création en 1948. L'économie israélienne a souffert, les gens sont fatigués de la guerre, les réservistes rechignent à répondre à l'appel.

La perspective de poursuites à l'international, comme pour ce soldat israélien impliqué dans un [probable crime de guerre ayant dû fuir le Brésil](#), inquiète les Israélien·nes, dont les voyages sont fréquents, par goût mais aussi pour échapper – même brièvement – au quotidien du pays. Ainsi, l'amertume vis-à-vis de ce que beaucoup considèrent comme un mauvais accord est tempérée par une forme de soulagement.

Ce que contient l'accord... et ses zones de flou

Ce soulagement semble toutefois devoir être de courte durée. En effet, quelle crédibilité et quelle longévité accorder à cet accord ? La première phase est la plus détaillée, ce qui laisse planer des doutes sur la concrétisation des trois suivantes.

Cet accord prévoit un cessez-le-feu initial de quarante-deux jours, débutant dimanche 19 janvier à 12 h 15 (heure d'Israël), avec une suspension des opérations militaires et des vols de surveillance à Gaza. Les survols quotidiens, ainsi que la menace représentée par les drones et les avions de chasse, aggravent le stress post-traumatique des habitant·es de Gaza. [Mohand al-Ashram](#), un musicien gazaoui, avait ainsi posté une [vidéo devenue virale](#) dans laquelle il tentait de rassurer les enfants dont il avait la charge en transformant leur vrombissement en musique.

Cette phase sera accompagnée d'un retrait progressif des forces israéliennes. Ces quarante-deux jours doivent être rythmés par la libération progressive de 33 otages, en échange de prisonniers et prisonnières palestinien·nes. Pour chaque femme ou enfant libéré par le Hamas, Israël libérera 30 femmes et enfants palestinien·nes, conformément aux listes fournies par le Hamas. Pour chaque adulte libéré, Israël libérera 30 prisonniers malades ou ayant des peines inférieures à quinze ans.

Pour le Hamas, ce cessez-le-feu sonne comme une victoire symbolique.

Les habitant·es déplacé·es de Gaza pourront progressivement retourner dans leurs foyers à partir du septième jour. Dès le premier jour, l'aide humanitaire sera augmentée : entrée de 600 camions par jour, y compris du carburant et des équipements essentiels pour la reconstruction et les services hospitaliers.

La phase 2, plus incertaine, prévoit un cessez-le-feu permanent, la libération des otages restants et le retrait complet des forces israéliennes.

Enfin, la phase 3 énonce des grands principes de la reconstruction de Gaza, sur une période de trois à cinq ans, supervisée par l'ONU, le Qatar et l'Égypte.

Pour le Hamas, ce cessez-le-feu sonne comme une victoire symbolique. Cependant, il ne peut occulter l'ampleur des souffrances endurées par les Gazaoui·es depuis quinze mois : des dizaines de milliers de personnes mortes et blessées, et la destruction de plus de 70 % de l'enclave.

L'équation régionale a changé

L'équation régionale a considérablement évolué depuis le 7 octobre 2023. C'est elle qui sera déterminante pour l'avenir. Les armes servent en effet à modifier un rapport de force sur le

terrain afin de préparer une négociation politique – à laquelle elles ne peuvent en aucun cas se substituer. Or, la question politique posée par les Palestiniens à Israël est celle de leur autodétermination, et donc de la création d'un État palestinien. Sans cela, ni les uns ni les autres ne pourront vivre en paix dans la région. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Un paradoxe émerge : alors que Donald Trump s'est entouré de personnalités notoires pro-Israéliennes et favorables à la ligne politique défendue par Nétanyahou, donc soutenant une politique annexionniste, ce sont elles qui assument aujourd'hui la responsabilité politique de ce cessez-le-feu.

Pendant de longs mois, le monde a observé avec un mélange de stupeur et de dégoût l'impuissance de l'administration Biden sur ce dossier, ce qui a suscité de nombreuses interrogations sur l'existence réelle de leviers américains sur Israël. La leçon tirée de la séquence actuelle, ou du moins du récit qui en est fait, est que tout repose sur la volonté politique. Dans ce cas précis, Trump capitalise sur son style politique direct et brutal.

Steve Witkoff, juif et partisan notoire du Likoud (le parti de Benjamin Nétanyahou), [désigné](#) pour être l'envoyé spécial de Trump au Proche-Orient, est arrivé samedi 11 janvier à Jérusalem. Le premier ministre lui a fait savoir qu'il le recevrait après shabbat, mais Witkoff a répondu qu'il n'attendrait pas. Nétanyahou a donc cédé et s'est déplacé, démontrant qu'il ne souhaitait pas risquer de se brouiller avec le locataire de la Maison-Blanche. Rappelons que Trump avait très mal vécu, après la tentative avortée de la prise du Capitole, les félicitations adressées par Nétanyahou à Joe Biden, qu'il avait perçues comme un manque de loyauté.

L'effet Trump, l'enjeu iranien

Les leviers américains existent donc bel et bien. Mais lesquels ont été actionnés pour obtenir un cessez-le-feu quasi identique à celui proposé au printemps dernier ? Nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses. Il est toutefois probable que Trump a usé, par l'intermédiaire de Witkoff, de la carotte et du bâton.

Le bâton, en l'occurrence, repose sur l'aide militaire colossale des États-Unis, qui s'élève à 3,8 milliards d'euros par an, auxquels s'ajoutent des enveloppes exceptionnelles pour couvrir les coûts de la guerre et l'achat de munitions, principalement américaines.

La carotte, quant à elle, réside dans la stratégie états-unienne à l'égard de l'Iran. Si Nétanyahou peut se vanter d'avoir affaibli le Hamas et le Hezbollah, ainsi que d'avoir précipité la chute de Bachar al-Assad, une épine – de taille – reste dans son pied : la possibilité, ou même la probabilité d'un Iran nucléaire. Pour détruire militairement le programme nucléaire iranien, Israël a besoin du soutien actif des États-Unis. Est-ce un sujet qui a été discuté lors de ces négociations ?

Rien n'indique, pourtant, que Trump soit favorable à une telle éventualité.

À lire aussi

[Iran : le régime tremble de toute part](#)

16 janvier 2025

Le futur locataire de la Maison-Blanche n'a pas digéré que Barack Obama ait obtenu le prix Nobel de la paix en 2009, alors que lui-même avait été l'architecte des accords d'Abraham, ces accords de normalisation entre les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et Israël. Il avait déjà cherché à capitaliser à l'international en se présentant comme l'homme mettant fin au conflit israélo-palestinien, notamment avec sa tentative de « deal du siècle », menée sous l'égide de Jared Kushner.

Pour son deuxième mandat, il a clairement annoncé vouloir mettre fin à deux guerres : la guerre russo-ukrainienne et celle au Proche-Orient. Et ce, avant même son investiture, prévue pour le 20 janvier.

L'idée a été lancée de l'organisation d'une conférence à New York, coprésidée par la France et l'Arabie saoudite, sur la création d'un État palestinien.

Cela s'inscrit dans une mise en scène presque « magique » du triomphe de la volonté politique de Trump. Pour lui, la perspective d'un prix Nobel de la paix semble décisive, et la question de la normalisation avec l'Arabie saoudite devient alors centrale. Tous les regards se tournent donc vers Riyad : que pourrait négocier l'Arabie saoudite en échange d'une normalisation avec Israël sous l'égide américaine ?

Dans cette séquence diplomatique, la France pourrait avoir un rôle à jouer. À la suite de la visite d'État du président Macron à Riyad, l'idée a été lancée de l'organisation d'une conférence à New York, coprésidée par la France et l'Arabie saoudite, sur la création d'un État palestinien. Cet événement est prévu pour juin prochain.

Une résolution du conflit ne pourrait qu'arranger Mohammed ben Salmane (MBS), dans le cadre de son projet Vision 2030. La perspective de reconstruire Gaza et, pourquoi pas, d'en faire une sorte de nouveau Dubaï sur la Méditerranée, à condition d'obtenir de solides garanties (notamment celle de la création d'un État palestinien), permettrait également à MBS de s'assurer le soutien de la jeunesse saoudienne, profondément émue par les souffrances des Gazaoui-es diffusées sur les réseaux sociaux et dans les médias.

Ce scénario – pour l'instant relevant de l'utopie – suppose de grandes concessions de la part d'Israël. Reste à savoir si un Iran non nucléaire peut être échangé contre la création d'un État palestinien ou, à tout le moins, un retour à l'esprit des accords d'Oslo.

[Amélie Ferey](#)